

Le pari russe de l'Occident

LES Occidentaux ont massivement voté pendant ce week-end en faveur de Boris Eltsine. Tous ont réitéré leur soutien à un processus de réformes plus contesté que jamais en Russie et au seul homme qui à leurs yeux conserve quelque chance de l'imposer : le président de la Fédération.

L'une des premières réactions, celle des Etats-Unis, a donné le ton : pour risqué que soit le pari, M. Clinton mise sur Boris Eltsine. En l'annonçant dès samedi et en confirmant son intention de rencontrer le président russe dans deux semaines à Vancouver, le nouveau président américain a fait sa véritable entrée dans les relations internationales, sur le sujet qu'il semble tenir, de loin, pour le plus important de sa politique étrangère.

Les Occidentaux font valoir que M. Eltsine est à ce jour le seul dirigeant démocratiquement élu en Russie et que ce qu'il propose, c'est que le peuple tranche. Moyennant quoi, on ferme les yeux sur la rudesse des méthodes auxquelles le président russe est contraint de recourir et qui font quelque peu violence aux bonnes manières démocratiques. La « démocratie à la hussarde » de Boris Eltsine est présentée comme le moindre mal, le seul moyen à peu près présentable pour sortir la Russie de l'anarchie ; l'Occident n'a pas le choix.

M. ELTSINE avait prévenu, ajoutant les moins prudents, comme M. Roland Dumas. Le président russe avait en effet dûment informé les dirigeants occidentaux, notamment lors de ses récentes rencontres avec le chancelier Helmut Kohl puis avec M. Mitterrand, qu'il allait sans doute devoir forcer un peu le destin. Etait-ce une raison pour s'en vanter ? Montrer que le président russe a l'appui de la Communauté internationale est une chose. Fournir à ses détracteurs russes une nouvelle occasion de jouer sur la fibre nationaliste en dénonçant le « parti de l'étranger » et le « complot international » en est une autre, dont M. Eltsine se serait sans doute volontiers passé.

Du soutien dont le monde en général et M. George Bush en particulier gratifient en son temps Mikhaïl Gorbatchev, les Russes n'ont guère vu la couleur. Aux Occidentaux donc de faire plus et mieux aujourd'hui. L'entreprise, on le sait, n'est pas aisée, puisqu'elle suppose à la fois un effort de générosité en amont, du côté des opinions occidentales et de leurs représentants, et en aval, pour éviter que l'aide ne se perde dans les sables de la désorganisation économique et de la corruption, un effort de rigueur qui échappe largement aux donateurs.

L'AIDE ne saurait de toute façon avoir d'effets immédiatement visibles. Dans le court temps que s'est donné M. Eltsine avant de se retremper au suffrage populaire, les Occidentaux devront, pour l'aider, annoncer quelques mesures très concrètes plutôt que de bercer les Russes de nouvelles déclarations solennelles. Le fait que le G7 prenne de telles décisions lors d'une réunion, au sommet ou non, paraît tout à fait secondaire. Le mieux que prône M. Mitterrand (une réunion des plus hauts dirigeants occidentaux au chevet de M. Eltsine) pourrait, en raison des mêmes susceptibilités nationalistes, être encore une fois l'ennemi du bien.

L'effondrement des socialistes assurera à la droite une majorité écrasante à l'Assemblée

Le premier tour des élections législatives a été marqué, dimanche 21 mars, par une défaite historique du PS et de ses alliés du MRG qui, avec 19,24 % des suffrages exprimés, perdent près de quinze points et environ quatre millions de voix par rapport aux élections de 1988. La plupart des dirigeants socialistes, dont MM. Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius et Lionel Jospin, sont en situation délicate, et M. Michel Rocard est en ballottage difficile dans sa circonscription des Yvelines. Le PS va tenter de provoquer entre les deux tours un « sursaut » afin de mobiliser notamment les abstentionnistes, dont le taux est de 30,70 %.

Le RPR devançant de moins d'un point l'UDF, l'actuelle opposition parlementaire recueille 39,62 % des suffrages, ce qui devrait lui assurer une majorité écrasante à l'Assemblée nationale à l'issue du second tour. Le Front national, avec 12,69 %, stabilise ses positions, tandis que l'entente des écologistes, avec 7,80 %, ne confirme pas la percée des Verts et de Génération Ecologie aux régionales et que le PCF, avec 9,14 %, est en recul par rapport à 1988.

Le « big crunch »

par Jean-Marie Colombani

Michel Rocard avait réclamé un « big bang ». Le voici victime du « big crunch » ; ou, si l'on préfère, de la « décomposition » qui, selon le professeur Barre, précède nécessairement toute entreprise de recomposition. Selon les scientifiques, le « big crunch » est théoriquement le pendant du « big bang » ; l'un et l'autre forment un cycle infini et sont indissociables : la fin du monde, quand toute la matière se rétracte et s'effondre dans un trou noir, précède donc sa re-création, lorsque explose à nou-

veau la matière en expansion. Selon cette théorie, tout « big bang » doit être précédé d'un « big crunch ». Donc, pour la gauche, il ne pouvait, et il ne pourrait y avoir de « big bang » sans « big crunch ». Eh bien, nous y sommes ! C'est la fin d'un monde que les électeurs ont enregistré : fin de l'après-guerre, incarnée par le dernier « monstre » politique de cette période ; fin d'un univers balisé, où il y avait un « camp du progrès » qu'il s'agissait de rassembler (au moyen d'une stratégie, l'union de la gauche).

Lire la suite page 2

Lire également

- PS : la table rase par PATRICK JARREAU
 - UPF : l'ascendant du RPR par DANIEL CARTON
 - Les réactions des dirigeants politiques
 - Ecologistes : mauvais réveil
 - PCF : quelques gains aux dépens du PS par JEAN-LOUIS SAUX
 - FN : haut niveau par OLIVIER BIFFAUD
- pages 2 à 5

- Le chagrin de la maison Rocard par ANNICK COJEAN, pages 7
- Les résultats détaillés par région pages 9 à 38
- La situation des membres du gouvernement
- Les députés élus ou réélus page 39
- Des choix difficiles par MICHEL NOBLECOURT page 51
- La chronique de Daniel Schneidermann page 54

Le Parlement de Moscou réplique prudemment au coup de force de M. Eltsine

Au lendemain de la décision annoncée, samedi 20 mars, par le président Eltsine, soumettant le pays à son « administration directe », le Parlement a réagi avec prudence, hésitant à engager le processus menant à la destitution du chef de l'Etat. Bien que le choix de M. Boris Eltsine semble approuvé par une partie seulement de son entourage, il bénéficierait à ce stade - en dépit de leur embarras - de la loyauté de l'armée et du gouvernement.

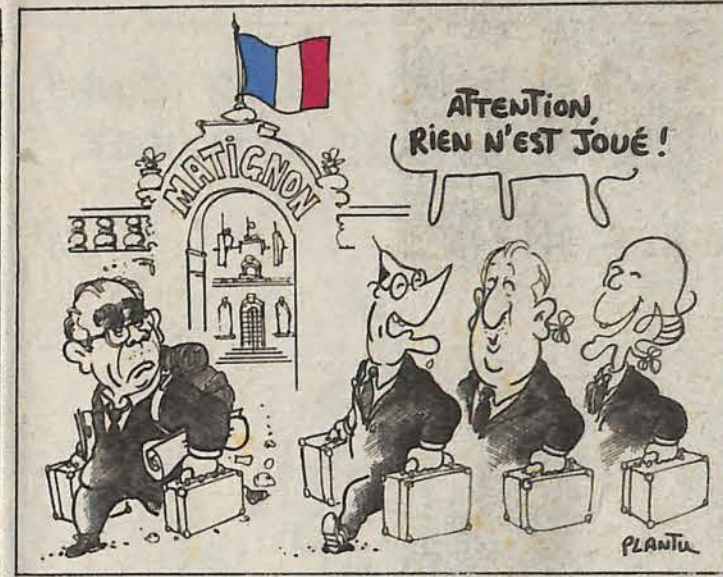
MOSCOU

de notre correspondant

Au nom de la démocratie et des libertés, mais au risque de les perdre en chemin, Boris Eltsine a réengagé la Russie sur le terrain glissant du régime autoritaire. Privant de fait le Parlement de ses pouvoirs, il a « pris [sur lui] la responsabilité du destin du pays ». Il entend cependant faire confirmer sa légitimité par un plébiscite, le 25 avril prochain. Par la même occasion, M. Eltsine compte faire adopter une Constitution à sa mesure, et poser le principe d'élections, dans un délai indéterminé, à un Parlement aux fonctions encore indéterminées.

Claire dans son principe, l'entreprise reste vague dans ses modalités, ni les décrets instituant l'administration présidentielle directe, ni les questions qui seront posées lors du plébiscite n'ayant été publiés. Mais, après avoir balancé et écouté les avis apparemment contradictoires de ses conseillers, M. Eltsine s'est donc résolu à avancer sur la voie des « mesures d'exception » dont il avait longtemps agité la menace.

Il ne pourra à présent plus guère reculer sans perdre définitivement son autorité. Il n'a pourtant pris à ce jour aucune mesure



Le renouveau nécessaire

par Thomas Ferenczi

Au tout début de la Cinquième République, à l'issue des élections législatives de 1958, la gauche était anéantie, ses dirigeants - François Mitterrand, Gaston Defferre, Pierre Mendès France notamment - battus et la droite installée au pouvoir pour plus de vingt ans. Une période s'achevait.

Les socialistes allaient pourtant remonter la pente et, dès l'élection présidentielle de 1965, rétablir un certain équilibre : dès lors, les deux camps feraient

d'un scrutin à l'autre, jeu égal ou presque. Nous voilà revenus trente-cinq ans en arrière.

Une époque prend fin, celle de la bipolarisation, que le gaullisme, puis le « giscardisme » et le « mitterrandisme » avaient fait vivre. La gauche est en miettes, la plupart de ses dirigeants sont en mauvaise posture et la droite, de nouveau, en position dominante.

Pour le PS, tout est à reconstruire. Pour l'opposition, redevenue majorité, beaucoup reste à faire.

Lire la suite page 5

Les résultats selon le ministère de l'intérieur (à l'exception de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique)

| | Voix | % | Voix | % | |
|-------|-----------|---------|------|-----------|---------|
| EXG | 448 784 | 1,77 % | REG | 104 972 | 0,41 % |
| PCF | 2 323 437 | 9,21 % | DIV | 957 711 | 3,79 % |
| PS | 4 444 761 | 17,62 % | RPR | 5 133 870 | 20,35 % |
| MRG | 228 758 | 0,90 % | UDF | 4 849 489 | 19,22 % |
| MAJ | 390 401 | 1,54 % | DVD | 1 164 377 | 4,61 % |
| GE | 921 925 | 3,65 % | FN | 3 158 843 | 12,52 % |
| VERTS | 1 022 663 | 4,05 % | EXD | 69 986 | 0,27 % |

